Entre la vie et la mort

Zarko Papic

Pour Zarko Papic, la guerre en ex-Yougoslavie ne résulte pas de la coexistence de plusieurs ethnies, cultures et langues dans un même espace géographique. Il n'y a pas non plus de raisons "fatales", qu'elles soient religieuses ou historiques, encore moins de facteurs qui relèveraient d'un complot international. Ancien ambassadeur de Yougoslavie auprès de l'OCDE, ancien membre du gouvernement de Yougoslavie au titre de ses fonctions de directeur de l'Institut fédéral pour la planification et le développement à Belgrade, il analyse ici les véritables raisons de la situation qui prévaut aujourd'hui en Bosnie-Herzégovine en remontant aux sources des conflits.

La forme libérale d'autogestion, base du socialisme en Yougoslavie, s'est effondrée au milieu des années quatre-vingt. Le pays a sombré dans une crise économique profonde et les programmes de réforme et de stabilisation ont échoué les uns après les autres. Les différences économiques et les tensions entre les républiques se sont accentuées. La Yougoslavie était alors à un carrefour; fallait-il opter pour une transformation radicale par le biais de l'économie de marché, de la démocratie pluraliste et d'un système confédéral, ou bien opter pour le maintien du *statu quo* à travers des modifications économiques et démocratiques subtiles, et un renforcement de

la Fédération? L'équilibre des pouvoirs au sein du parti et des institutions n'a pas permis non plus que l'une des deux options prévale.

A la fin des années 1980, Slobodan Milosevic, le nouveau leader communiste en Serbie, fonda son mouvement populiste basé sur l'idéologie nationaliste. Son mouvement avait pour but de renforcer l'unité de la Fédération et d'assurer son pouvoir sur celle-ci en jouant sur les sentiments patriotiques du peuple. C'est la première étape de l'effondrement de la Yougoslavie.

Le mouvement populiste détrôna rapidement les responsables politiques de la Voïvodine et du Monténégro qui s'opposaient à ce renforcement. Il abolit, par une répression systématique, les droits civils des Albanais du Kosovo et lança un défi ouvert aux leaders, à cette époque encore communistes, de Slovénie et de Croatie.

La seconde étape de l'effondrement commence par la scission du Parti communiste: les Slovènes et les Croates quittent les organes du parti parce que leurs propositions, raisonnables et modérées, sont rejetées par une nouvelle majorité acquise aux idées de Milosevic. La chute du mur de Berlin accélère les changements: en Slovénie et en Croatie s'organisent les premières élections pluralistes. La peur face aux projets de Milosevic et le refus de sa conception de l'unité yougoslave par les dirigeants serbes dominent les campagnes électorales. Les partis nationalistes (HDZ-La communauté démocratique croate) et les coalitions nationalistes (DEMOS en Slovénie) arrivent au pouvoir.

La troisième étape de l'effondrement de la Yougoslavie fait suite aux tensions qui se durcissent entre les nouveaux leaders au sujet de leurs relations futures. Les négociations se heurtent à la résistance de la plupart des républiques aux réformes proposées par le dernier gouvernement fédéral d'Ante Markovic. Le nouveau gouvernement Croate de Tudjman réalise rapidement "l'équilibre de la peur", en créant son propre "populisme nationaliste" alors que la résistance de la population serbe en Croatie commence, initiée et prise en charge en grande partie par Belgrade.

La Slovénie et la Croatie déclarèrent leur souveraineté en juin 1991, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine en avril 1992 au moment où la Serbie et le Monténégro proclamaient leur Etat commun: la République fédérale yougoslave.

Il me semble que l'éclatement de la Yougoslavie trouve son origine en Serbie, du fait de la politique expansionniste de Milosevic, inacceptable pour les autres ethnies. Les Slovènes, et les Croates et plus tard les Macédoniens et les Musulmans, ne s'opposaient pas à l'idée de la Yougoslavie en tant que telle, mais plutôt à la Yougoslavie que Milosevic voulait leur imposer: une Yougoslavie dans laquelle les Serbes seraient politiquement dominants et lui-même un "nouveau Tito". La peur de l'expansionnisme et du nationalisme serbes mena à la victoire des partis nationalistes lors des élections démocratiques de 1990, en Slovénie et en Croatie. Cette victoire a bien sûr renforcé le nationalisme serbe et assuré le succès de Milosevic et de son parti, lors des premières élections démocratiques en Serbie. C'est alors que les sentiments cachés d'une grande partie de l'armée pour Milosevic se sont dévoilés et transformés en soutien ferme.

Depuis lors, rien n'a pu arrêter le raz-de-marée nationaliste en Yougoslavie. Le décor de la guerre civile était planté. Le début, la forme et les différentes étapes de son escalade ne sont pas les points les plus importants. Le plus important se situe dans le fait que la guerre faisait partie intégrante des politiques nationalistes: celle menée par Milosevic et à laquelle a répondu le nationalisme de Tudjman et dans une moindre mesure celui des leaders slovènes de l'époque.

Même après les élections en Slovénie, en Croatie et en Macédoine, il est devenu évident que la domination serbe imaginée par Milosevic n'était plus possible dans une Yougoslavie unie. Le nationalisme serbe a donc revu ses objectifs. Les Serbes étaient pratiquement absents de Slovénie. Milosevic ne pouvait donc pas compter sur la Slovénie, aussi l'intervention de l'armée fédérale en Slovénie (juin 1991) fut-elle menée de manière à ce que cette "guerre de week-end" fut perdue. Symboliquement, il était essentiel que cette guerre eut lieu et qu'elle fut perdue. D'un point de vue pragmatique, il ne fallait pas qu'elle dure trop longtemps. En Croatie, le comportement de l'armée fédérale a été dirigé de façon à déstabiliser le pays, à renforcer le nationalisme radical de droite, et à diviser les Serbes et les Croates en Croatie, afin de favoriser le soulèvement de la Krajina, cette partie du territoire croate où les Serbes étaient majoritaires dans la population. Le même scénario était prévu pour la Bosnie-Herzégovine.

Par ailleurs, Tudjman, le leader nationaliste croate, recevait

à bras ouverts la guerre civile proposée: celle-ci renforçait son pouvoir, facilitait la reconnaissance internationale de la Croatie et signifiait, qu'à son tour, il pourrait annexer une partie de la Bosnie-Herzégovine. Il faut souligner que les deux nationalismes en conflit sont, malgré les apparences, alliés. Cette guerre leur permit, en effet, de se soutenir mutuellement afin de se maintenir au pouvoir puisqu'elle supprime les institutions démocratiques, annule les réformes économiques, affaiblit l'opposition et maintient la domination de l'ancienne nomenklatura.

Les causes réelles de la guerre

La cause principale de la guerre est à rechercher dans la nature du régime, c'est-à-dire dans la classe politique en Serbie (où tout a commencé) ainsi qu'en Croatie (qui a adopté les mêmes principes). Il s'agit bien de régimes totalitaires et dictatoriaux. En période de crise économique, la guerre est le meilleur moyen de conserver le pouvoir. Le nationalisme agressif est une manière d'étouffer la société civile et le libéralisme, puis de sacrifier l'individu aux masses, pour mieux le dominer. Il est toujours dirigé contre un ennemi extérieur. Un tel régime est voué à "fabriquer" la guerre. A Belgrade, tant que la guerre durera, personne ne demandera à Milosevic pourquoi la Serbie court à sa perte. Personne ne lui demandera de rendre des comptes: sur l'inflation, la pauvreté, la misère, ou bien sur les raisons pour lesquelles trois cent mille personnes, sont mortes, toutes nationalités confondues, ni pour quelle raison quatre millions de personnes sont devenus des réfugiés. Bien sûr, personne n'ira le lui demander, et pourtant le résultat est là: la Serbie n'a jamais connu, dans son histoire, une situation économique et un isolement international aussi désastreux. Ces mêmes questions ne seront pas non plus posées à Tudjman, le dictateur croate. La guerre se révèle donc être la condition *sine qua non* de survie de ces deux dictateurs démocratiquement élus.

Le phénomène nationalisme-dictature-guerre a déjà un précédent en Europe: l'Allemagne, à partir de 1933. Hitler et

les nazis ont été élus au cours d'élections démocratiques, grâce à leur politique nationaliste agressive. Puis est venue la dictature. La dictature et le nationalisme ont créé la guerre pour survivre. Les conséquences nous sont connues.

Voilà pourquoi, en plus de la très profonde inquiétude que j'éprouve pour mon pays, je me fais également de plus en plus de souci pour l'Europe. "L'affaire" yougoslave pourrait se reproduire dans des régions d'Europe où il suffirait de peu de choses pour réveiller un sentiment de nationalisme toujours présent et de moins en moins caché. D'ailleurs, ce phénomène se produit déjà pas très loin de chez nous, dans les pays de l'ex-Union soviétique.

La question est de comprendre pourquoi les dictatures nationalistes sont apparues si vite en Serbie et en Croatie. Pour y répondre, il faut tout d'abord savoir qu'il y a de nombreuses causes générales et que seules quelques-unes sont spécifiques à la Yougoslavie.

Une partie de la réponse se trouve dans l'ancien système communiste. Un système très centralisé où le pouvoir économique et politique était concentré dans les mêmes mains. Dans ce cadre, toutes les tentatives de réformes, durant la période communiste, ont porté sur la décentralisation en accordant des prérogatives de plus en plus importantes aux instances locales. Ce qui a conduit à renforcer les revendications d'autonomie de chacune des ethnies.

A la chute du communisme, le nationalisme s'est donc partout renforcé puisque ses conditions d'émergence avaient mûri depuis longtemps.

Le fait que les partis nationalistes aient été élus au suffrage universel en Serbie aussi bien qu'en Croatie s'explique facilement. Ces élections ont été organisées en 1990 et 1991 dans un climat de crise économique et de chômage. Un nombre important de jeunes n'avait plus aucune perspective. Les anciennes valeurs s'étaient effondrées et l'insécurité augmentait. Dans une telle situation, les électeurs ont accepté les réponses les plus simples que leur offraient les doctrines nationalistes: la responsabilité des difficultés économiques est rejetée sur les autres et le leader est présenté comme un sauveur. De surcroît, en Serbie, comme en Croatie, ce discours s'est appuyé sur le monopole des médias.

La Bosnie, entre la vie et la mort

Une année après le début du conflit entre Serbes et Croates (avril 1992), la Bosnie-Herzégovine est devenue le c_ur des affrontements. Dans cette république, la guerre a commencé par l'agression serbe pour devenir, avec le temps, une guerre totale. J'évite de parler d'une guerre civile en Bosnie car c'est, en fait, une guerre contre les civils, contre la communauté multi-confessionnelle, une guerre absurde entre amis, parents et voisins. Une guerre qui de l'intérieur, a déchiré des individus faisant en sorte que la main droite fasse la guerre à la main gauche.

La guerre en Bosnie-Herzégovine est une guerre entre la Serbie et la Croatie pour s'approprier de nouveaux territoires appartenant à un autre Etat. Les Serbes et les Croates de Bosnie ne sont que des instruments entre les mains de Milosevic et de Tudjman, les vrais "seigneurs de la guerre". Ces Serbes et ces Croates de Bosnie sont avec les Bosniaques les plus grandes victimes. Je dis bien "Bosniaques" et non pas "Musulmans". Quand on dit musulman en Bosnie, on parle de nationalité, et non pas de religion. De nombreux "musulmans" sont athées. Le terme "musulman", retenu dans les années soixante pour désigner leur nationalité, a été un mauvais choix qui a provoqué beaucoup de malentendus. Mais, il faut dire aussi qu'en Bosnie, il existe des "Musulmans", des Croates et des Serbes partisans d'une Bosnie autonome basée sur les principes de citoyenneté. Nous pourrions donc les appeler tous "Bosniaques" et c'est alors que ce mot retrouverait son vrai sens.

Le terme "bosniaque" contient l'essence de la communauté multiethnique et multiculturelle en Bosnie, il sous-entend aussi sa continuité historique.

Les nationalistes serbes et croates veulent se partager la Bosnie, abolir son identité, son unité et son autonomie. Leur propagande prétend que la Bosnie est une création artificielle que Tito dessina de manière arbitraire, que ce pays n'a jamais existé et qu'il n'existera pas. Ceci n'est qu'un mensonge. Les faits historiques en sont la preuve.

La Bosnie en tant qu'Etat médiéval des Slaves du Sud existe depuis le Xème siècle alternativement sous la domination de la Hongrie et de Byzance. Elle acquiert sa pleine indépendance au XIIème siècle où elle s'étend sur de nouveaux territoires. La Bosnie atteint l'apogée de son pouvoir et de son étendue territoriale au XIVème siècle avec Tvrtko Ier. A cette époque, ses frontières étaient à l'est le fleuve Drina, au nord le fleuve Sava et à l'ouest la mer Adriatique. La Bosnie médiévale avait aussi sa spécificité: une église indépendante avec des particularités religieuses prononcées.

Après les siècles de conquêtes ottomanes en Bosnie, la Bosnie du XVème siècle est tombé sous le joug turc. La noblesse bosniaque et une grande partie de la population se sont converties à l'islam. Restée sous le pouvoir turc pendant quatre siècles, elle avait, au sein de l'Empire ottoman, un statut particulier. Le *pachalik* bosniaque exigeait toujours davantage d'autonomie jusqu'au soulèvement qui s'est produit au XIXème siècle contre l'armée ottomane. A cette époque, les Serbes ont fomenté plusieurs révoltes contre le pouvoir ottoman en Bosnie avec des revendications ethniques et sociales. Les frontières actuelles de la Bosnie-Herzégovine remontent à cette période et sont le résultat des guerres, des victoires et des défaites entre les Turcs et les pays catholiques de l'Occident. Les frontières de l'ouest et du sud ont été établies au XVIIème siècle, l'actuelle frontière du nord de la Bosnie prend forme au XVIIIème siècle et celle de l'est au XIXème.

Lors du congrès de Berlin en 1878, l'Autriche-Hongrie s'est vue attribuer le protectorat sur la Bosnie-Herzégovine dans les frontières déjà définies, celles que l'on connaît aujourd'hui. Même durant la monarchie austro-hongroise, la Bosnie avait un statut "d'entité territoriale" autonome. Après plusieurs siècles de civilisation islamique, la société bosniaque a vite rejoint les courants de civilisation européenne en renforçant son caractère multiculturel. A l'époque de la première Yougoslavie, les frontières intérieures de la région ont été dessinées sans tenir compte des références aux réalités historiques et ethniques, et elles changeaient souvent. On a cru résoudre les conflits ethniques très fréquents entre Belgrade et Zagreb avec "l'entente" de 1939 quand la Bosnie a été partagée *de facto*. Après 1941, la Bosnie appartenait complètement à l'Etat indépendant croate, une grande partie

de ses territoires étant même formellement rattachée à la zone italienne d'occupation. La Bosnie a été reconstituée en 1943 quand les représentants des forces de libération ont décidé d'en faire une des unités constitutives de la nouvelle Yougoslavie. Ce statut a été confirmé après la Libération, il s'est développé et renforcé jusqu'à l'effondrement de la Yougoslavie et la proclamation de la souveraineté et de l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine.

Durant la Deuxième guerre mondiale, les combats les plus terribles ont été menés sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine, et sa population en a subi les douloureuses conséquences. Les massacres ethniques ont laissé des traces très profondes dans la conscience de toutes les ethnies en Bosnie, mais ni l'identité ni la possibilité de vie commune n'en ont été remises en cause.

La Bosnie-Herzégovine a donc gardé sa continuité nationale (au moins autant que la Serbie ou la Croatie) et ses frontières sont historiquement les plus anciennes établies dans l'espace de l'ex-Yougoslavie. C'est le pays de trois ethnies parlant la même langue. Les ressemblances culturelles sont plus frappantes entre les Serbes de Bosnie et les Musulmans de Bosnie qu'entre les Serbes de Bosnie et les Serbes de Serbie. La construction de cette identité s'est construite au fil des jours et c'est justement cette identité bosniaque qui est restée le principal obstacle à l'impérialisme serbe et croate.

Pour toutes ces raisons, le problème de la Bosnie ne peut être résolu comme un problème ethnique. Toute solution fondée sur la partition de la Bosnie produira toujours un conflit entre la Serbie et la Croatie.

La politique nationaliste et ses résultats

Les Serbes de Bosnie sont parmi les principales victimes de l'agression nationaliste perpétrée par les forces armées et le parti de Karadzic contre la Bosnie-Herzégovine unitaire.

Selon le dernier recensement effectué avant la guerre, environ 1_450_000 Serbes vivaient en Bosnie-Herzégovine. Après deux ans et demi de guerre, les résultats du dénombrement de la population serbe en Bosnie sont

catastrophiques. Tenant compte des divergences d'estimation quant à la situation actuelle, il me semble raisonnable de penser que:

— dans les territoires sous contrôle du gouvernement de Bosnie-Herzégovine vivent actuellement à peu près 200 000 Serbes (dont approximativement 50 000 à Sarajevo);

— le nombre des réfugiés serbes de Bosnie se trouvant en République Fédérale Yougoslave (la Serbie et le Monténégro), s'élève à 400 000 (ce chiffre incluant aussi bien ceux qui sont officiellement enregistrés que les clandestins). La majorité de ces réfugiés viennent des territoires de la République serbe autoproclamée;

— le nombre de réfugiés serbes de Bosnie, dans les pays occidentaux et autres, est de l'ordre de 100_000;

— l'estimation faite du nombre de Serbes morts atteint le chiffre astronomique de 80 000.

Ces évaluations doivent être faites avec la plus grande réserve. En effet, nous ne disposons pas de chiffres pour en vérifier l'exactitude. En revanche, nous pouvons affirmer, sans risquer de nous tromper, que les autorités de la république serbe autoproclamée essaient, de façon évidente, de moduler voire de tronquer les données pouvant permettre des estimations proches de la réalité.

On peut cependant dégager quelques conclusions fondamentales. Tout d'abord, nous pouvons constater que la politique nationaliste a eu pour résultat de réduire considérablement la population serbe de Bosnie-Herzégovine où ne vivent aujourd'hui plus que 850_000 à 900_000 Serbes (dont 200_000 sur le territoire sous contrôle du gouvernement bosniaque). Cela signifie que, dans la République serbe autoproclamée, il ne reste que 700_000 Serbes; chiffre qui ne correspond qu'à la moitié du corps électoral qui avait voté lors des dernières élections pour "son parti ethnique et pour son leader".

Ces calculs simplifiés démontrent, sans ambiguïté possible, que Karadzic et son parti n'ont pas la légitimité nécessaire pour représenter les Serbes en Bosnie-Herzégovine. Les Serbes restés sur le territoire sous contrôle du gouvernement de Sarajevo (souvent sous pression du fait de leur appartenance ethnique) expriment ainsi leur désaccord avec Karadzic, de même que ceux qui ont fui la République serbe autoproclamée.

De surcroît, même les Serbes sous contrôle de Karadzic

montrent chaque jour un peu plus leur mécontentement à l'égard de sa politique. Ainsi, nous avons, d'une part, des soulèvements armés (à Banja Luka) et d'autre part, une résistance passive. Les Serbes en Bosnie prennent, petit à petit, conscience des abus dont ils font l'objet. Ils commencent à comprendre qu'ils sont les victimes de la politique nationaliste serbe. Ce processus a politiquement pris forme à l'Assemblée des citoyens serbes qui a eu lieu, en mars 1994, à Sarajevo. Lors de cette manifestation, les Serbes les plus éminents ont critiqué, puis rejeté, la politique de Pale. Ils se sont prononcés pour une Bosnie-Herzégovine des citoyens, unitaire, démocratique et multi-ethnique. Ils se sont élevés contre les crimes de guerre et ont pris parti pour la paix ainsi que pour la confiance mutuelle entre les trois ethnies en Bosnie-Herzégovine. Les membres du Conseil des Citoyens Serbes ont été élus pour mener à bien cette initiative des citoyens.

Cela prouve qu'en Bosnie-Herzégovine, il existe des Serbes fidèles à la tradition de la coexistence. Ces Serbes devraient être reconnus par la communauté internationale et acceptés comme les véritables représentants des Serbes de Bosnie-Herzégovine.

Y a-t-il des solutions?

Au fond, la situation en ex-Yougoslavie n'a pas changé depuis un an, les nombreux événements survenus depuis n'ayant pas profondément modifié la situation.

La guerre en Bosnie continue. De nombreux plans de paix dressés par la communauté internationale n'ont jamais été réalisés. Le dernier qui a marqué toute l'année 1994, repose sur deux éléments de base. Premièrement, les Musulmans bosniaques et les Croates de Bosnie se sont mis d'accord sur leur fédération et sur une fédération future avec l'Etat croate (aux Serbes de Bosnie de s'y rattacher s'ils le souhaitent). Deuxièmement, le partage territorial de la Bosnie-Herzégovine donne 51_% pour la Fédération et 49_% pour la république serbe en Bosnie. Malgré le fait que Belgrade a soutenu ce plan, les Serbes de Bosnie l'ont refusé. A la suite de quoi, Belgrade a

mis en place un embargo contre la république serbe de Bosnie. En retour, la République Fédérale Yougoslave a bénéficié de l'allègement de l'embargo imposé par la communauté internationale. Mais ce plan n'a toujours pas été accepté et les nouvelles initiatives ne sont pas claires. La faiblesse principale de ce plan est qu'il mène à la partition de la Bosnie, hypothèse sans précédent historique: un pays reconnu internationalement serait coupé en deux et ces deux parties seraient en même temps des parties confédérales de deux autres pays, la Croatie et la Serbie. Si cela se faisait, la partition définitive de la Bosnie ne serait qu'une question de temps.

Par ailleurs, la situation dans les pays de l'ex-Yougoslavie s'aggrave. Trois années de guerre ont profondément atteint l'âme multiethnique de la Bosnie. Aussi, le nationalisme musulman-radical est-il de plus en plus évident et le pouvoir en place y succombe. Ce nationalisme mène lui aussi à la partition de la Bosnie. C'est pourquoi la lutte pour une Bosnie démocratique et civile, contre les trois nationalismes, est la condition de la préservation de la vie commune et de la Bosnie-Herzégovine unitaire.

En Croatie, le conflit entre le pouvoir en place et les Serbes qui ont annexé un tiers du territoire de cet Etat s'accroît. Ceux-ci ont d'ailleurs "autoproclamé" leur propre Etat.

En Croatie et en Serbie, la situation économique est désastreuse. Les réformes économiques et le développement d'une économie de marché sont stoppés. Les premières privatisations de l'économie, entamées par le dernier gouvernement de l'ex-Yougoslavie, ont été vite remises en question et les entreprises concernées sont retournées dans le giron de l'Etat. En fait de libre échange, nous avons des Etats, qui à coup de décrets, gèrent l'économie et fixent les prix. Les partis au pouvoir dominant complètement la vie économique, politique et culturelle. Ce sont, au fond, des systèmes à parti unique. Le degré de liberté économique et politique, en Croatie aussi bien qu'en Serbie, est aujourd'hui nettement inférieur à ce qu'il était en ex-Yougoslavie où une forme libérale de socialisme s'était développée.

La politique de la communauté internationale n'a pas changé non plus. Elle est faite de mauvaises évaluations, d'absence de buts précis, de résignation face au fait accompli. Cette politique confuse ne pouvait vraiment pas donner de

résultats. La communauté internationale ne porte pas la responsabilité de la guerre mais, face à cette situation conflictuelle, elle manifeste son impuissance voire ses divisions. Et pourtant, l'Europe a un intérêt évident au règlement de cette crise car elle est moins stable politiquement qu'il n'y paraît. La durée de la guerre en ex-Yougoslavie a déjà troublé l'unité de la communauté internationale. Un foyer de conflits en Europe, avec la possibilité d'une extension jusqu'aux Balkans, peut briser complètement cette unité si chère à l'Europe, remettant en question sa paix et sa stabilité.

En Bosnie, des volontaires russes se battent aux côtés des Serbes, des volontaires allemands aux côtés des Croates, et des volontaires islamistes ont rejoint les rangs musulmans. Ces mêmes pays leur fournissent une assistance technique voire des armes. Les puissances étrangères sont donc directement impliquées dans le conflit en ex-Yougoslavie même si pour l'instant, ce n'est que symbolique.

Mais qui peut garantir que demain cela ne va pas prendre des dimensions plus importantes, pour aller jusqu'à de vraies alliances militaires? Ose-t-on imaginer une telle Europe? N'est-il pas suffisant qu'une guerre mondiale ait commencé à Sarajevo?

La communauté internationale a donc un véritable intérêt à stabiliser cette région. Reste à savoir comment.

L'important est de tirer les leçons des échecs précédents. C'est pourquoi, la communauté internationale doit fonder sa politique sur les principes suivants:

1. Une solution globale doit être recherchée pour tous les foyers de conflits à la fois: la Bosnie, les parties de la Croatie contrôlées par les Serbes locaux, le Kosovo, la Macédoine, les relations entre la Serbie et la Croatie, etc. Dans le cas contraire, de nouveaux foyers s'embraseront.

2. Une solution démocratique durable est impossible tant que, dans des pays impliqués dans la guerre, le pouvoir sera détenu par des dictateurs et leurs "vassaux". La politique de la communauté internationale doit encourager les changements politiques à l'intérieur de ces pays.

Ces deux principes peuvent être réalisés par les moyens suivants:

- a) Mettre en place un protectorat des Nations Unies sur toute la Bosnie-Herzégovine pendant un an; désarmer toutes les formations militaires, et fixer la date des élections

démocratiques dans un an. Cela implique la non-reconnaissance des leaders et des pouvoirs en place — Serbes, Croates et Musulmans en Bosnie et refus de dialoguer avec eux. D'ailleurs, aujourd'hui la population ne leur reconnaît plus aucune légitimité. Leur seule "légitimité" provient de la communauté internationale qui traite avec eux sur un pied d'égalité.

b) Sous la menace de l'isolement international, exiger des élections démocratiques en Serbie, en Croatie, en Bosnie-Herzégovine et au Monténégro, la libéralisation des médias, le contrôle, non seulement des élections, mais aussi des conditions nécessaires à la campagne électorale. Il faut soutenir et aider l'opposition démocratique.

c) Proposer un plan global pour éteindre les foyers de crise, qui comporterait les éléments suivants:

— le respect des droits des minorités en Serbie (les Albanais du Kosovo) et en Croatie (les Serbes) doit être affirmé de la même manière;

— assurer la coexistence pacifique des diverses ethnies de Bosnie-Herzégovine;

— proposer des mesures pour la reconstruction de cette région (l'union douanière, les droits individuels à la nationalité dans plusieurs pays d'ex-Yougoslavie, etc);

— un programme de désarmement, sous contrôle international, pour toute la région;

— un programme d'aide financière internationale pour la reconstruction économique, à condition que les points précédents soient appliqués;

Ces propositions semblent peut-être utopiques. Cependant, je suis sûr que les citoyens d'ex-Yougoslavie les accepteraient s'ils étaient libérés des "cages nationalistes" dans lesquelles leurs dictatures les tiennent captifs.

Zarko Papic est ancien ambassadeur de Yougoslavie auprès de l'OCDE et ancien directeur de l'Institut fédéral pour la planification et le développement à Belgrade.